

Des réformes à répétition dans la Fonction publique sans prise en compte de la réalité du travail, et sans étude d'impact sur les conditions de travail, réorganisations de services, nouveau management public, réduction du nombre de postes et d'emplois ont pour conséquence une augmentation de la charge et de l'intensité du travail avec dans certains cas des glissements de tâches, des déqualifications... Cela induit des dégradations réelles des conditions de travail des agent-es.

Les enjeux

- Santé et bien être au travail des agent-es
- Qualité des services publics : l'amélioration de la qualité des services publics passe par une amélioration des conditions de travail et de la qualité de vie au travail,
- Enjeu politique, démocratique, syndical : pour la prise en compte dans un cadre collectif, de la parole des personnels, acteurs de leurs métiers, experts de leur profession.
- Enjeu de démocratie sociale et de dialogue social au travail.

Quelques chiffres

- Plus de 30% des agent-es déclarent devoir faire trop vite des opérations qui demanderaient davantage de soin
- Plus de 35% des agent-es disent qu'ils ne ressentent pas la fierté du travail bien fait
- 42,8% des agent-es vivent des situations de tensions dans les rapports avec le public ; 39,5% vivent des comportements hostiles
- 29,3% des agent-es jugent les changements (réorganisation de services, changement dans les techniques utilisées...) de manière plutôt négative
- 31,7% des agent-es sont soumis à au moins 3 contraintes physiques intenses et 28,2% à au moins 3 contraintes de rythmes
- 15,3% des agent-es ne disposent pas d'au moins 48h consécutives de repos par semaine

(source rapport annuel de l'État – 2017)



EXCLUSIF

**LE GOUVERNEMENT
QUAND ON PARLE
CONDITIONS DE TRAVAIL
DES FONCTIONNAIRES.**

La FSU est engagée pour défendre et améliorer les conditions de travail de toutes et tous les agent-es au quotidien.

La FSU revendique notamment :

- **des postes et emplois en nombre suffisant** sachant que les conditions d'emploi et les menaces sur les emplois sont facteurs de risques psycho-sociaux,
- **une bonne organisation du temps de travail,**
- **un autre pilotage des services** qui prenne mieux en compte l'expertise professionnelle des agent-es,
- **une réelle médecine de prévention** pour toutes et tous,
- **l'amélioration des retraites** (fins de carrière, durée du temps de travail, niveau de pensions...),
- des mesures concernant **la prise en compte de la pénibilité.**

- **Des CHS-CT préservés et confortés qui permettent d'alerter, de prendre en compte la situation des agent-es et de trouver les solutions adéquates.** Le gouvernement a aujourd'hui le projet de les faire disparaître. La FSU vous invite à signer massivement la pétition Pour le respect de nos droits : PAS TOUCHE AUX CAP ET CHS-CT !

Pétition sur fsu.fr



PUNI D'ÊTRE MALADE
FIN DU JOUR DE CARENCE

Jour de carence dont la FSU FINANCES demande la suppression

Rétabli par le gouvernement en 2017, il est injuste car cela revient à diminuer le salaire des fonctionnaires en arrêt maladie et inefficace pour lutter contre l'absentéisme (dans le cadre de situations dégradées de conditions de travail) puisque toutes les études démontrent que cette disposition entraîne une augmentation de la durée des arrêts maladie.